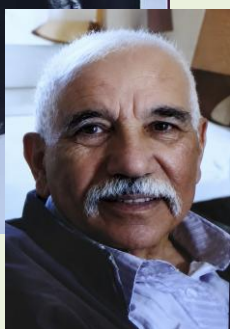
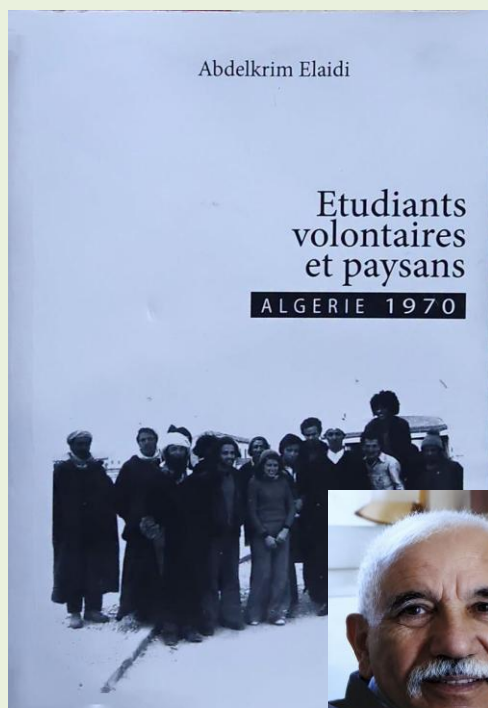


REVOLUTION AGRAIRE: CE QUE LE SOCIOLOGUE ABDELKRIM ELAIDI REVELE D'UNE UTOPIE RURALE ALGERIENNE



Deux millions d'hectares redistribués, des milliers d'étudiants envoyés dans les campagnes, des villages entiers sortis de terre au nom du socialisme : la Révolution agraire lancée par Houari Boumediene en novembre 1971 reste l'une des expériences les plus audacieuses de l'Algérie indépendante. Plus de cinquante ans après, le sociologue Abdelkrim Elaidi en propose une relecture qui déplace le regard : moins une chronique des textes officiels qu'une histoire des acteurs, de leurs doutes et de leurs engagements.

Sous les statistiques, une génération d'engagements

On raconte souvent la Révolution agraire algérienne à coups de chiffres : des millions d'hectares récupérés sur les grandes propriétés, des milliers de coopératives créées en quelques années, des centaines de villages socialistes bâtis pour loger une paysannerie longtemps privée de terre. Ces données, aussi impressionnantes soient-elles, laissent dans l'ombre l'essentiel : des trajectoires individuelles, des convictions militantes, des espoirs parfois déçus.

C'est cette matière humaine qu'Abdelkrim Elaidi remet au centre de son travail. Professeur de sociologie à l'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed et spécialiste reconnu des mondes ruraux, il n'écrit pas seulement en chercheur : il porte aussi le regard d'un témoin direct de cette période fondatrice.

Dans sa préface, l'historienne Malika Rahal situe d'emblée la portée de l'ouvrage : il ne s'agit pas d'une simple étude sociologique, mais d'une véritable sociologie historique, où l'analyse des acteurs rejoint l'histoire des institutions — une démarche proche de celle de Pierre Bourdieu, dont les tout premiers travaux portaient déjà sur les campagnes algériennes, comme le rappelle [un entretien accordé au podcast The Maghrib Podcast](#).

1971 : quand la terre devient une affaire d'État

Le 8 novembre 1971, Houari Boumediene proclame la Charte de la Révolution agraire. L'Algérie indépendante n'a alors que neuf ans d'existence. L'industrie a été érigée en priorité nationale, mais les campagnes portent encore les stigmates de la colonisation : concentration excessive des terres, pauvreté persistante, rendements faibles, exode continu vers les villes.

La réforme poursuit plusieurs ambitions à la fois : redistribuer la terre aux paysans qui n'en possèdent pas, moderniser les techniques agricoles, développer les coopératives, réduire les inégalités foncières héritées du système colonial et forger une citoyenneté rurale nouvelle, arrimée aux idéaux socialistes, comme le détaille [une étude publiée dans la revue Rural History \(Cambridge University Press\)](#).

La terre cesse alors d'être un simple facteur de production : elle devient un instrument politique à part entière. Un slogan résume à lui seul cette philosophie : « La terre à ceux qui la travaillent. »

Le volontariat étudiant, entre idéal révolutionnaire et pression institutionnelle

L'un des traits les plus singuliers de cette politique tient à la mobilisation massive des étudiants. Des milliers de jeunes universitaires sont envoyés dans les campagnes, avec une mission qui dépasse largement les travaux agricoles : campagnes d'alphabétisation, enquêtes socio-économiques, sensibilisation politique, appui à l'organisation des nouvelles coopératives, encadrement administratif des populations rurales. L'État veut faire d'eux les passeurs entre une modernité révolutionnaire et une société rurale en pleine mutation.

Abdelkrim Elaidi se garde toutefois de toute lecture univoque. Ce volontariat relevait-il d'un élan spontané ou d'une mobilisation savamment orchestrée par le pouvoir ? Le sociologue refuse de trancher entre les deux hypothèses et montre que la réalité se situait quelque part entre conviction sincère, logique institutionnelle et pression politique diffuse — une nuance qui distingue son approche des lectures binaires longtemps dominantes sur cette période.

Une coïncidence de calendrier qui interroge

L'un des apports les plus stimulants du livre consiste à rapprocher deux événements généralement étudiés séparément : la dissolution, en 1971, de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA), et l'apparition presque simultanée du Volontariat de la Révolution agraire. Simple concordance de calendrier, ou redéfinition en profondeur du rôle politique assigné à la jeunesse universitaire ?

Abdelkrim Elaidi n'apporte pas de réponse tranchée à cette question. Il invite plutôt, comme il l'explique dans [un entretien accordé au podcast The Maghrib Podcast](#), à observer avec prudence les mutations des formes d'engagement politique dans l'Algérie des années 1970 — une démarche documentée qui l'éloigne des grilles de lecture idéologiques ayant longtemps prévalu sur cette séquence historique.

Les Unions paysannes : inventer un nouvel acteur du monde rural

L'autre apport majeur de l'ouvrage concerne la naissance des Unions paysannes. Il ne s'agissait pas d'une simple organisation professionnelle, mais bien de la construction d'un acteur collectif inédit, capable de porter les transformations rurales en cours. Dès 1980, dans un article de référence publié dans la revue Tiers Monde et aujourd'hui accessible via [la plateforme Persée](#), Abdelkrim Elaidi analysait déjà les étapes de constitution de cette organisation paysanne et les tensions qui la traversaient, entre initiatives locales, encadrement administratif et participation effective des populations.

Cette réflexion, vieille de plus de quarante ans, conserve une actualité frappante. Elle rappelle qu'une réforme agraire ne se joue jamais uniquement dans les textes de loi : elle suppose une confiance réelle entre institutions et populations, des organisations représentatives solides, et une appropriation locale sincère des changements imposés d'en haut.

Un bilan que les historiens continuent de discuter

Plus d'un demi-siècle après son lancement, personne ne conteste l'ambition de la Révolution agraire. Ses résultats, en revanche, restent débattus. Les travaux récents lui reconnaissent plusieurs acquis : une réduction partielle des inégalités foncières, un accès élargi à la propriété agricole, une amélioration de

certaines infrastructures rurales, une accélération de la scolarisation et la diffusion de nouvelles techniques agricoles.

Mais les mêmes recherches pointent des limites tenaces : une lourdeur administrative persistante, une faible autonomie laissée aux coopératives, des difficultés chroniques de financement, une mécanisation restée insuffisante et la résistance de structures sociales traditionnelles que la réforme n'est jamais parvenue à dissoudre complètement.

Les villages socialistes illustrent bien cette ambivalence. Conçus comme des espaces de modernisation économique, sociale et culturelle, ils se sont souvent heurtés aux logiques locales et aux contraintes économiques du terrain, ainsi que le montre une étude publiée par [une étude publiée dans la revue Rural History \(Cambridge University Press\)](#).

Dans l'ombre du livre, la filiation Bourdieu

La référence à Pierre Bourdieu n'a rien d'anecdotique. Avant de devenir l'un des sociologues majeurs du vingtième siècle, Bourdieu avait étudié, aux côtés d'Abdelmalek Sayad, les bouleversements profonds traversant la société paysanne algérienne durant la guerre d'indépendance.

Leurs travaux avaient déjà montré que les transformations rurales ne se réduisaient jamais à leur seule dimension économique : elles touchaient aussi les familles, les solidarités de voisinage, les hiérarchies sociales et les représentations culturelles, comme le rappelle une notice publiée par [les éditions Quæ, sur OpenEdition Books](#). Abdelkrim Elaidi s'inscrit clairement dans cette filiation intellectuelle, en privilégiant l'observation des pratiques concrètes des acteurs plutôt que la seule lecture des textes officiels.

Pourquoi cette histoire n'a rien d'un simple exercice de mémoire

L'intérêt de cet ouvrage dépasse largement le cercle universitaire. L'Algérie d'aujourd'hui reste confrontée à des défis dont les racines plongent directement dans les mutations engagées au début des années 1970 : sécurité alimentaire, gestion durable du foncier agricole, renouvellement des générations d'agriculteurs, désertification rurale, adaptation au changement climatique, équilibre à trouver entre agriculture familiale et grandes exploitations.

S'y ajoute une question plus large, celle de la transmission : comment faire connaître cette expérience aux nouvelles générations sans céder ni à l'hagiographie officielle, ni au procès idéologique systématique ? Le travail d'Abdelkrim Elaidi apporte précisément cette distance critique, en rappelant que toute politique agricole reste d'abord une expérience humaine, faite d'engagements individuels autant que de décisions d'État.

Une contribution à l'histoire sociale de l'Algérie

En croisant archives, enquêtes de terrain et mémoire personnelle, Abdelkrim Elaidi livre bien plus qu'un ouvrage consacré à la Révolution agraire : il restitue l'histoire d'une génération convaincue que le savoir universitaire pouvait contribuer à transformer la société. Sans nostalgie ni condamnation systématique, il invite à comprendre les logiques qui ont animé cette période fondatrice — une démarche que la préface de Malika Rahal résume avec justesse, comme le souligne [un entretien accordé au podcast The Maghrib Podcast](#) : comprendre le passé ne consiste pas seulement à raconter ce qui s'est produit, mais à éclairer les questions du présent.

À l'heure où la souveraineté alimentaire, le développement rural et la valorisation des territoires reviennent au cœur du débat public algérien, cette relecture de la Révolution agraire rappelle une évidence trop souvent oubliée : les grandes transformations ne se mesurent pas seulement en hectares redistribués ou en coopératives créées, mais à la capacité d'une société à construire, dans la durée, un projet collectif qui tienne ses promesses.